



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-sixième session

31 janvier-7 février 2018

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social et à la vingt-quatrième

session extraordinaire de l'Assemblée générale :

thème prioritaire : stratégies d'élimination

de la pauvreté visant à parvenir

à un développement durable pour tous

### **Déclaration présentée par l'Écoforum des ONG d'Ouzbékistan, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

*Les nouvelles initiatives de l'Ouzbékistan pour respecter les intérêts humains, un exemple d'approche ciblée de l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement*

Depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan, le Gouvernement a élaboré et mis en œuvre des programmes ciblés annuels pour résoudre les problèmes les plus importants sur le plan social, en vue d'améliorer le bien-être des citoyens. L'année 2017 a ainsi été proclamée Année du dialogue avec le peuple et des intérêts humains. Le programme d'État correspondant a été élaboré et approuvé en conséquence. Il propose des solutions à de nombreuses questions liées à l'amélioration du niveau et de la qualité de la vie de la population, notamment l'amélioration de la couverture des retraites, l'augmentation des prestations sociales pour les indigents et les familles nombreuses, l'élargissement de la liste des prestations pour les personnes âgées et les enfants, etc. Les mesures visant à garantir des emplois pour les diplômés des établissements d'enseignement supérieur et secondaire revêtent une importance particulière, tout comme la construction de logements abordables, en particulier pour les populations rurales et les jeunes familles. La surveillance des établissements de santé pour la fourniture de services médicaux gratuits et de qualité a été renforcée, ainsi que le contrôle des prix des médicaments.

Parallèlement aux programmes annuels, des stratégies à long terme abordent les questions de l'amélioration du bien-être de la population. La Stratégie d'action sur cinq axes prioritaires de développement de la République d'Ouzbékistan pour 2017-2021 a ainsi été approuvée par décret du Président. L'axe du développement social comprend la mise en œuvre de mesures visant à accroître l'emploi, améliorer la protection sociale et le système de soins de santé, développer et améliorer l'infrastructure sociale, améliorer l'approvisionnement en gaz et en électricité de la population rurale, améliorer la qualité des services de protection sociale pour les groupes vulnérables de la population, intégrer les femmes dans la vie sociale et politique et assurer l'accessibilité des établissements d'enseignement préscolaire.

Ce document prévoit notamment l'application inconditionnelle des programmes pour l'emploi, avec la création de 256 400 emplois grâce à la mise en œuvre de 25 000 projets d'investissement pour le développement intégré de territoires. Il est prévu de créer 46 800 nouveaux emplois et d'allouer à 10 000 diplômés des établissements d'enseignement des prêts pour créer des entreprises dans les régions où le taux de chômage est le plus élevé. Il prévoit également la construction de 15 000 logements abordables, 415 kilomètres de conduites d'alimentation en eau, 316 kilomètres de gazoducs et 291 kilomètres de routes intérieures dans les zones rurales, et comprend des mesures visant à soutenir les personnes âgées, améliorer les procédures de distribution des allocations sociales, et restructurer le système de soins de santé.

Il ne fait aucun doute que les organisations de la société civile peuvent contribuer à promouvoir des solutions pour l'élimination de la pauvreté, que ce soit au niveau gouvernemental ou en participant directement à ces programmes. L'Ouzbékistan a acquis une bonne expérience dans l'implication des ONG et la mise à profit de leur potentiel pour la création d'emplois.

L'Écoforum de l'Ouzbékistan convient que toute politique doit viser à améliorer le bien-être de la population et à éliminer la pauvreté, et estime que, en se basant sur le Conseil économique et social, il est nécessaire de créer des mécanismes pour diffuser l'expérience positive des pays et établir une planification stratégique des solutions efficaces dans le domaine de la réduction

de la pauvreté dans les pays en développement, en tenant compte des conditions locales et des caractéristiques nationales.

À cet égard, comme l'une des premières mesures, l'Écoforum de l'Ouzbékistan propose de travailler sur la question de la création d'un Forum régional de l'Asie centrale afin de permettre aux pays d'Asie centrale de partager leurs expériences, et, éventuellement, d'élaborer des plans d'action régionaux.

---